



## SEMINAIRE REGIONAL D'AGRO-ECOLOGIE EN AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

Brésil - Brasilia, du 24 au 26 juin 2015.

### Contexte

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), en association au Ministère de Développement Agricole du Brésil (MDA), et avec la coopération de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire des Peuples d'Amérique Latine, organisent dans le cadre du Plan d'Action de la CELAC, le Séminaire Régional d'Agro-écologie en Amérique Latine et les Caraïbes du 24 au 26 juin 2015 au Brésil. Cet événement fait partie d'un contexte mondial et régional d'intérêt croissant pour l'Agro-écologie, qui s'exprime dans les plateformes politiques, les expériences productives et politiques publiques dans le cadre des défis de lutte contre la pauvreté, la faim et la malnutrition ; atteindre un développement durable, promouvoir le droit à une alimentation adéquate et saine, la conservation de la biodiversité et la reconnaissance et valorisation de l'agriculture familiale, des peuples indigènes et des communautés traditionnelles. Il existe nombreuses et importantes initiatives dans la région poussées par des associations de producteurs et mouvements sociaux, des organisations non gouvernementales, organisations multilatérales, gouvernements nationaux, institutions académiques et de recherche agricole, en plus de forums multilatéraux et espaces d'intégration régionale.

L'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire des Peuples d'Amérique Latine fait partie du Comité International de Planification pour la Sécurité Alimentaire (CIP) et forme une alliance politique et sociale de mouvements régionaux et subrégionaux, d'organisations paysannes, d'agriculteurs familiaux, d'agriculture urbaine, d'éleveurs, d'indigènes, de pêcheurs, de travailleurs ruraux, de femmes, de jeunes ruraux, d'écologistes, de consommateurs, entre autres. L'alliance comprend plusieurs organisations clés impliquées dans cet effort pour la défense et promotion de l'agriculture agro-écologique, y compris Via Campesina, le Mouvement Agro-écologique d'Amérique Latine et les Caraïbes (MAELA), la Confédération d'Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (COPROFAM). En outre, dans le contexte régional, il existe d'importantes contributions de la part de la Société Scientifique Latino-américaine d'Agro-écologie (SOCLA), pour l'analyse et l'échange d'informations scientifiques sur l'Agro-écologie entre chercheurs et pour soutenir les mouvements agro-écologiques.

Récemment, l'agro-écologie a été incluse dans l'agenda d'intégration régionale, en particulier au sein du Mercosur et de la Communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC). La XX Réunion Spécialisée sur Agriculture Familiale du MERCOSUR (Caracas, Venezuela, décembre 2013) a inscrit le sujet de l'agro-écologie dans l'agenda des Groupes Thématiques pour l'Adaptation au Changement Climatique et la Gestion des Risques Climatiques. De même, le Groupe de Travail Ad Hoc sur Agriculture Familiale et Développement Rural de la CELAC et la Déclaration Ministérielle de la CELAC sur agriculture



familiale, approuvée à Brasilia, Brésil en novembre 2014 et ratifiée lors du Troisième Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement (San José, Costa Rica, janvier 2015), ont soulevé le « soutien à la convocation d'un événement régional sur agro-écologie pour promouvoir l'échange d'expériences et la promotion de politiques de développement durable ».

Dans le cadre d l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale 2014, la FAO a organisé le Colloque International sur Agro-écologie pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en septembre à Rome, et le rapport final est disponible sur le site web de l'organisation (<http://www.fao.org/3/a-i4327e.pdf>).

Etant donné que l'agro-écologie doit être basée sur les réalités locales et régionales, ainsi que sur les conditions environnementales, sociales et économiques, la FAO a décidé de réaliser des événements régionaux en Afrique, Asie et Amérique Latine et les Caraïbes. Plusieurs pays ont également manifesté leur intérêt, y compris le Brésil, pour inclure l'agro-écologie dans le cadre Stratégique de la FAO, en particulier dans le contexte de coopération technique avec les pays en développement, dans les Conférences Régionales prévues pour l'année 2016 et dans l'Initiative Régionale d'Agriculture Familiale et Développement Territorial Rural en Amérique Latine et les Caraïbes.

Il est important de souligner qu'il existe déjà nombreuses initiatives et actions pour promouvoir et renforcer l'agro-écologie dans la région, tant au sein des gouvernements que dans les actions de la société civile. Un exemple de leadership dans la région est celui de Cuba, où la production est basée sur l'agro-écologie, c'est pourquoi c'est un pays dont l'expérience est précieuse dans cette analyse. D'autres exemples remarquables sont les nouveaux cadres juridiques pour le développement rural de l'Equateur et la Bolivie, les expériences réussies des producteurs et associations de producteurs agro-écologiques en Argentine, en Uruguay et au Chili, entre autres. D'autre part, depuis 2012 le Brésil a créé un nouveau cadre juridique et institutionnel relatif à ce sujet, qui donne naissance à un Plan National interministériel (PLANAPO), avec la participation de la société civile.

En Amérique Latine et les Caraïbes, l'agro-écologie est profondément liée au développement rural durable et l'amélioration et renforcement de l'agriculture familiale, des peuples autochtones et des communautés traditionnelles. Ceci est souligné dans la Déclaration Finale du Forum Latino-américain de la Commission de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, où est aussi reconnu le lien entre l'agriculture familiale, l'agro-écologie et le rôle du développement rural durable dans ces deux domaines.

Il est tout de même important de souligner le rôle qu'a l'académie dans le renforcement de l'agenda agro-écologique. Il existe actuellement plusieurs universités qui, ensemble, associées aux mouvements sociaux, développent des recherches participatives et adaptées aux réalités des agriculteurs familiaux. Une telle action, qui n'est pas fréquente et se produit généralement dans des cas isolés, a un impact important sur le renforcement de l'agro-écologie et le développement rural durable, et doit donc être encouragée, même en tant que contribution à la construction et ajustement de politiques publiques.

Selon la proposition de la FAO, l'agenda de chaque événement régional devrait être établi par chaque région, en fonction de leurs besoins et priorités. En Amérique Latine et les Caraïbes, seront mises en valeur les questions juridiques, institutionnelles, politiques publiques,



l'analyse des progrès et des défis, la création d'une plateforme régionale pour promouvoir l'agro-écologie en tant que stratégie visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que des actions visant à renforcer l'agriculture familiale, les peuples autochtones et les communautés traditionnelles.

## Objectifs et résultats attendus

La réunion régionale doit insister sur les meilleures pratiques existantes dans la région, allant des politiques aux mises en œuvre des programmes, ainsi que sur les défis et stratégies, en collaboration avec les principaux acteurs du domaine Agro-écologique : les producteurs d'aliments et mouvements sociaux, les institutions académiques, représentants des gouvernements, organismes internationaux comme la FAO et des représentants des peuples indigènes. Ainsi, l'événement permettra de créer les conditions pour renforcer l'agro-écologie au niveau des pays, tout en améliorant les possibilités d'intégration régionale.

Les résultats attendus sont :

- Préparer un document stratégique pour créer un agenda régional sur Agro-écologie et ses lignes directrices de politiques publiques.
- Etablir les bases pour des futurs travaux sur les réseaux d'agriculteurs-chercheurs dans la région.
- Etablir les bases pour intensifier le travail de la CELAC et REAF sur l'agro-écologie, en renforçant les initiatives et les discussions en cours.
- Encourager la création d'initiatives subrégionales et locales (pays d'Amérique Centrale, des Caraïbes, de la région Andine, d'Amazonie, etc.), pour approfondir sur des thèmes technico-politiques de l'agro-écologie.
- Renforcer le dialogue entre la société civile, les gouvernements et le milieu universitaire.
- Contribuer à la création d'un document de travail pour la Conférence Régionale de l'Amérique latine et les Caraïbes de la FAO en 2016.

## Productions Attendues

- Elaboration d'un Document de Référence avec des directrices visant le développement de l'agro-écologie dans les pays d'Amérique Latine et les Caraïbes, qui puisse suggérer des actions futures et contribuer à la discussion sur les différents forums de politiques publiques dans la région comme la CELAC, REAF/Mercosur, Front Parlementaire contre la Faim, CARICOM, SICA, entre autres ;
- Agenda pour Suivre du sujet dans la région

## Organisation



Le Séminaire sera organisé par une **Commission Régionale** composée de représentants des institutions suivantes et des responsabilités respectives:

- **Bureau Régional de la FAO pour l'Amérique Latine et les Caraïbes – FAO/RLC:** coordination et articulation avec les pays de la Région, membres de la Commission Régionale et FAO/HQ, envoi des invitations et assurance des aspects logistiques nécessaires (billets, locaux, services, etc)
- **Ministère du Développement Agricole du Brésil – MDA:** identifier les acteurs nationaux au Brésil et assurer leur participation, Responsable de la logistique.
- **Alliance pour la Souveraineté Alimentaire:** articuler les représentants des différents mouvements sociaux de la région pour assurer leur participation.
- **Réunion Spécialisée de l'Agriculture Familiale du Mercosur – REAF/Mercosur:** communication avec les pays de la REAF pour assurer l'assistance des représentants du gouvernement.
- **Communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes – CELAC :** contact avec les points focaux du GT, de AF de la CELAC.

Cette Commission recevra le soutien technique et les suggestions d'une **Commission Consultative** composée de :

- **Siège de la FAO/HQ**
- **Experts scientifiques liés au Séminaire d'Agro-écologie de Rome 2014**
- **Société Scientifique Latino-américaine d'Agro-écologie – SOCLA**
- **Cuba et ses institutions Agro-écologiques les plus représentatives**

Dans tous les cas, tout membre de la Commission pourra consulter d'autres experts et/ou institutions pour la construction du séminaire.

## Financement

Le Séminaire Régional comptera avec le soutien financier du Programme de Coopération Technique Brésil/FAO à travers le projet GCP / RLA / 173 / BRA, pour ainsi soutenir la participation de certains représentants de gouvernements, assurer la participation des représentants de la société civile (billets, hébergement, nourriture, transport), et assurer les coûts de l'interprétation pour tout l'événement.

## Participants

Le Séminaire comprendra environ 100 participants, dont :

**80 participants internationaux de différents pays de la région** – 30 représentants de la société civile, 10 experts académiques, 30 représentants du gouvernement.

**20 participants du Brésil** – gouvernement, société civile et institutions académiques, qui seront définis par des processus internes de consultation dans les forums de discussion et mise en œuvre de PLANAPO.



Les représentants du gouvernement doivent dans l'idéal être des médiateurs responsables d'actions qui favorisent l'agro-écologie ou de politiques d'agriculture familiale, peuples et communautés traditionnelles.

La représentation de la société civile sera coordonnée par l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Amérique Latine et les Caraïbes, et doit inclure des représentants d'associations de producteurs, de pêcheurs artisanaux, mouvements et organisations agro-écologiques, mouvements et organisations de femmes, jeunes, indigènes et communautés traditionnelles.

On cherchera à maintenir l'égalité des sexes parmi les participants.

On évitera les points focaux impliqués dans l'organisation d'autres séminaires régionaux sur Agro-écologie de la FAO d'Asie et d'Afrique.

## Méthodologie

Le Séminaire aura une durée de trois jours. La première journée aura pour objectif de réaliser des réunions et activités spécifiques de la société civile et des représentants des gouvernements, afin de les rapprocher et de renforcer le dialogue entre les différents acteurs, pour créer des propositions et apports de nature publique. Pendant la deuxième et troisième journée, on réalisera des réunions sur des thèmes spécifiques, un total de cinq tables rondes avec l'intervention d'acteurs de plusieurs pays, de 10 minutes chacune, suivies par des interventions du public et une intervention de 10 minutes de la part de chacun des panélistes. En outre, il est prévu de réaliser une table ronde de haut niveau avec la participation des ministères, dans l'après-midi de la troisième journée.

Toutes les tables rondes doivent se concentrer sur aboutir aux résultats respectifs proposés qui incluent : présentation des meilleurs pratiques, analyse des progrès scientifiques significatifs, ainsi que les défis et les politiques visant à améliorer l'agro-écologie. Il est suggéré que les questions de jeunesse et de genre soient intégrées dans toutes les tables rondes. Chaque table ronde aura un Coordinateur et il sera possible d'avoir une intervention de 10 minutes de 1 représentant de gouvernement, de 2 représentants de mouvements et organisations de peuples et communautés traditionnelles, et de 1 représentant du milieu académique.

Le deuxième jour, on prévoit une synthétique séance d'inauguration, ainsi qu'une séance de clôture à la fin de la troisième journée, où on présentera le brouillon du document de travail pour l'analyse.

## Programme

### Premier jour

Matin et après-midi : réservés aux réunions spécifiques des mouvements sociaux, organisations de la société civile, peuples indigènes et communautés traditionnelles ; assuré par l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire de l'Amérique Latine et les Caraïbes. Celle-ci



donnera, en plus, l'opportunité de réaliser des réunions préparatrices entre représentants du gouvernement et/ou académies.

### **Deuxième jour**

9 a.m. – Séance d'inauguration

Représentants de :

Ministère du Développement Agricole du Brésil (MDA)

FAO

Présidence Pro Tempore de la CELAC (Equateur)

REAF

Alliance pour la Souveraineté Alimentaire de l'Amérique Latine et les Caraïbes

### **10:30 – Table ronde 1 : L'Agro-écologie en tant que moyen pour la Sécurité Alimentaire et nutritionnelle**

Résumé : Cette séance présentera la relation entre l'agro-écologie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la souveraineté alimentaire; les liens entre l'agro-écologie, l'agriculture familiale et les achats publics d'aliments ; la relation entre l'alimentation scolaire, l'éducation nutritionnelle et la santé publique ; une attention particulière sera accordée au rôle des femmes rurales, des jeunes et des peuples autochtones dans le renfort des stratégies de production agro-écologique et la lutte contre la malnutrition dans les zones rurales ; ainsi que pour le rôle des consommateurs dans la valorisation des produits issus de l'agriculture biologique et les modes de vie sains qui sont renforcés par l'agro-écologie.

12:30 – Déjeuner

### **14:30 – Table ronde 2 : Agro-écologie et Biodiversité : Eau, Terre, Ressources Génétiques et Territoires**

Résumé : Il s'agit ici de présenter des expériences qui montrent des cercles vertueux de reconfiguration du territoire et des Agroécosystèmes locaux, où l'agro-écologie est au cœur du processus de gestion durable des ressources naturelles et des ressources génétiques (terre, eau, biodiversité) avec une approche territoriale et de développement agricole. Cette table ronde offre des expériences où les ressources génétiques locales, les graines natives, ainsi que celles conçues conjointement par la recherche, l'académie et les agriculteurs familiaux, pour renforcer localement l'Agro-écologie, défendre l'autonomie, l'accès et la gestion des ressources des communautés paysannes.

16 :30 – Pause

### **17 :00 – Table ronde 3 : Agro-écologie, Innovation sociale et Technologie**

Résumé : Cette table ronde se penchera sur l'Agro-écologie et la convergence de l'innovation sociale, institutionnelle et technologique dans les zones rurales, en mettant l'accent sur le dialogue de politiques et le dialogue de savoirs et connaissances. Ce sera l'occasion de présenter des expériences de recherche, des projets productifs et sociaux, qui sont le produit de la confluence de la connaissance scientifique ou universitaire avec la connaissance locale, les peuples indigènes, les paysans et agriculteurs familiaux pour renforcer l'Agro-écologie. Il s'agit de donner un nouveau point de vue au concept d'innovation rurale, à travers l'identification de nouveaux défis institutionnels ainsi que de gouvernance, et en valorisant le



dialogue de politiques, le rôle des organisations sociales, l'approche des droits de l'homme, le dialogue de savoirs, l'inclusion sociale et économique de l'agriculture familiale, le développement de marchés institutionnels, locaux, solidaires et équitables ; le rôle des TICs (technologies de l'information et des communications) et les services ruraux, et un nouveau point de vue des zones rurales comme qualité de vie.

### **Troisième jour**

#### **9:00 a.m. Table ronde 4 : Les politiques publiques pour promouvoir l'Agro-écologie**

Résumé : Cette table ronde résume les efforts des pays sur la conception, la formulation et l'articulation des politiques publiques visant à renforcer l'agro-écologie dans la région et les défis à venir. Elle permet aux gouvernements de présenter les outils dont ils disposent et les processus de construction des politiques publiques en œuvre, et comment celles-ci s'articulent au niveau du territoire pour créer un environnement favorable pour la promotion de l'agro-écologie dans les pays. Une attention particulière sera accordée aux travaux législatifs, aux politiques agricoles, de recherche et innovation, sociales (éducation, santé, emploi rural), économiques, environnementales et culturelles ; ainsi qu'aux mécanismes d'articulation, de participation et de prise de décisions. Les questions d'investissement et de financement sont au cœur de la discussion sur un environnement propice à l'agro-écologie, en marquant la différence entre les rôles de l'investissement des Etats en biens publics et la participation du secteur privé. La table ronde devra inclure les questions de politiques d'accès aux ressources naturelles, les cadres juridiques et institutionnels, l'accès au marché et les défis confrontés par les pays qui réaffirment l'importance de l'agro-écologie. Il comprendra un accent particulier sur les peuples autochtones et les savoirs traditionnels. Seront présentées des expériences d'organisations qu'à travers l'autogestion, et avec le soutien des politiques publiques ou en partenariat avec d'autres agences, peuvent générer des moyens de subsistance résilients et durables pour paysans, agriculteurs familiaux, peuples indigènes, pêcheurs, sans détruire leur identité culturelle.

11:30 – Séance globale pour révision de l'ébauche du document de travail

12:30 – Déjeuner

#### **16:00 – Séance de haut niveau (inclut participation des ministères) et Cérémonie de Clôture**

Présentation du document final

Interventions de la part de représentants de :

- Académie
- REAF/Mercosur
- FAO/RLC
- Alliance pour la Souveraineté Alimentaire de l'Amérique Latine et les Caraïbes
- Présidence Pro Tempore de la CELAC
- Gouvernement du Brésil



## 5. Participants

1. Le Séminaire comprendra des représentants de chaque entité subrégionale (Amérique du Sud, Amérique Centrale, et Caraïbes) dans chaque table ronde.
2. Concernant le secteur public, invitation de représentants des gouvernements, parlementaires et institutions publiques.
3. Concernant le secteur social, participeront des représentants de la société civile, organisations d'agriculteurs familiaux (agriculture, élevage, pêche, sylviculture), coopératives, organisations de consommateurs, représentants des peuples indigènes, associations de femmes et de jeunes.
4. Concernant le secteur académique, participeront des représentants des universités et des centres de recherche.
5. Représentants des organismes d'intégration régionale et de la coopération internationale.

## 6. Critères généraux pour la sélection d'expériences et de panélistes

1. S'il s'agit de travaux de Recherche et Développement, celui-ci devra indiquer quelle était la participation des communautés, des organisations, des mouvements sociaux, des gouvernements, et comment fût établi le dialogue de savoirs et connaissances.
2. L'expérience doit inclure une équipe sectorielle et multidisciplinaire impliquée dans le processus de conception, mise en œuvre et d'évaluation.
3. Le projet doit présenter des aspects novateurs et des résultats significatifs, et devra ainsi avoir une certaine amplitude (qu'elle ne soit pas une expérience seulement ponctuelle) et un potentiel de réplication.
4. Prioriser les expériences qui tiennent en compte la participation de femmes, jeunes et peuples indigènes.
5. Donner des chances égales de participation à tous les pays : échanger de pays intervenant à chaque table ronde, répétition que si nécessaire.
6. Respect/reconnaissance des savoirs traditionnels en tant que forme valide de connaissances qu'il faut promouvoir et renforcer.
7. L'expérience doit avoir un lien avec un programme officiel, politique publique ou cadre légal, en vigueur ou en processus de conception ou de mise en œuvre.